

Brevets—Loi

En 1949, les Terre-Neuviens sont entrés dans la Confédération. Ils l'ont fait dans l'espoir qu'en faisant partie du Canada, ce grand pays, ils pourraient être maîtres de leur destin, décider de leur avenir et déterminer leurs priorités. En fait, ce projet de loi qui nous est présenté va directement à l'encontre de ces vœux.

Les Canadiens ont dit ce qu'ils pensaient de cette mesure. Deuis 1969, notre législation et notre réglementation à l'égard des médicaments faisaient l'envie du monde entier. A la suite de l'adoption de cette loi, le prix des médicaments a nettement baissé au Canada par rapport aux États-Unis. Un rapport établi par le ministère de la Consommation et des Corporations indiquait qu'en 1969, les médicaments coûtaient 9 p. 100 de plus au Canada qu'aux États-Unis. En 1976, ils coûtaient 21 p. 100 de moins. Cela montre que la loi a permis aux fabricants de médicaments génériques d'offrir aux Canadiens les médicaments dont ils avaient besoin, à un prix plus bas.

On a également beaucoup parlé des emplois que ce projet de loi allait créer. De 1967 à 1982, l'emploi s'est accru de 28,8 p. 100 dans l'industrie pharmaceutique au Canada. Pendant ce temps, aux États-Unis où les licences n'étaient pas obligatoires pour les sociétés, l'emploi a augmenté de 22 p. 100. Par conséquent, le prix des médicaments a diminué tandis que l'emploi s'est accru au Canada au cours de cette période.

Compte tenu de ces faits, comment se fait-il que le gouvernement ait présenté un projet de loi qui annule les avantages de la loi de 1969 et nous ramène à notre point de départ? Comment se fait-il qu'il accorde aux compagnies pharmaceutiques multinationales le monopole de l'utilisation des brevets des médicaments dont les Canadiens ont besoin pour se soigner?

● (1600)

En tant que nouveau venu au Parlement, je me suis fait un point d'honneur de fouiller le sujet en vue de mon intervention. J'ai découvert un certain nombre de choses intéressantes. Sans doute la Chambre jugera-t-elle que je fais preuve d'une certaine naïveté, mais je signale que ce n'est pas d'hier que les sociétés pharmaceutiques multinationales tentent d'influencer le gouvernement du Canada. Avec succès, à ce qu'il semble. On peut remonter à un cartel de sociétés pharmaceutiques multinationales extrêmement puissantes qui, depuis 15 ans, mènent une offensive contre les compagnies de produits génériques au Canada et aux États-Unis. Ces sociétés n'ont reculé devant rien dans leur campagne contre les fabricants de produits génériques.

J'ai devant moi un article, figurant dans l'édition du mois d'août de cette année du *Consumer Reports*. On y parle des mensonges qui courent au sujet des médicaments génériques. Or, ces mensonges sont propagés par l'Association américaine des fabricants de produits pharmaceutiques. Dans cet article exhaustif, on rapporte que devant la menace d'une concurrence accrue des produits génériques aux États-Unis, les grandes sociétés pharmaceutiques ont lancé en 1983 une campagne de dénigrement qui, encore aujourd'hui, continue de semer la crainte et la confusion chez les médecins, les pharmaciens et les malades. Lorsque la compagnie Ayerst, qui a des laboratoires au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, s'est rendue compte qu'elle devrait bientôt faire face à la concurrence d'une

version générique de l'*Inderal*, un médicament pour l'hypertension qui était l'un de ses produits les plus lucratifs puisqu'il lui rapportait plus de 350 millions de dollars par année, elle a amorcé une campagne de propagande dirigée vers les médecins et les pharmaciens.

On a dit aux médecins qu'ils devraient privilégier l'*Inderal* parce qu'il avait fait ses preuves sur le plan thérapeutique et que la santé du patient risquait d'être compromise s'ils lui prescrivaient l'équivalent générique. On a mis les médecins en garde contre d'éventuelles poursuites en justice de la part de leurs patients. Ayerst a écrit aux pharmaciens pour leur parler de leurs responsabilités possibles s'ils offraient la version générique moins chère au lieu d'*Inderal*. La lettre les avertissait qu'ils s'exposeraient à des poursuites judiciaires pénibles et coûteuses qui leur vaudraient une mauvaise publicité.

La *Food and Drug Administration* des États-Unis a qualifié ces prétentions de fausses et trompeuses. Elle a dit qu'elles ne visaient qu'à tromper et à intimider les pharmaciens pour qu'ils offrent seulement *Inderal*. C'est le genre d'activités auxquelles ces compagnies se livrent pour discréditer les compagnies qui fabriquent les médicaments génériques. Les fabricants de produits pharmaceutiques dépensent environ 9 000 \$ par médecin par année pour les convaincre d'utiliser leurs médicaments. C'est une somme incroyable qu'on consacre à la publicité et à la promotion des médicaments.

Il ne faut donc pas s'étonner si ces compagnies ont des partisans au sein de la profession médicale dans ce débat. Elles essaient de promouvoir leurs médicaments en offrant aux médecins des voyages pour leur présenter leurs nouveaux médicaments. Elles offrent divers autres avantages aux médecins pour les rendre favorables à l'industrie des médicaments.

Je suis sûr que la Chambre sait que dans le cadre de cette campagne, l'Association canadienne de l'industrie du médicament a fait un lobbying intensif auprès du gouvernement du Canada, des députés, des fonctionnaires et des ministres. L'ancienne ministre de la Consommation et des Corporations, M^{me} Judy Erola, disait qu'il y avait eu une guerre furieuse et qu'elle n'avait jamais vu un lobbying aussi acharné. M^{me} Erola succédait à l'ancien ministre de la Consommation et des Corporations, le député de Papineau (M. Ouellet), qui avait favorisé des modifications à la loi sur les médicaments sous la pression des lobbyistes.

Le 30 mars dernier, M^{me} Erola est devenue présidente de l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Le lobby le plus redoutable et le plus fort que l'ancienne ministre de la Consommation et des Corporations eût jamais vu a trouvé son porte-parole en la personne de M^{me} Erola quand elle a cessé d'être ministre.

En s'inclinant devant les désirs des sociétés multinationales, le gouvernement aide celles-ci à augmenter leurs énormes profits, qui sont, d'après n'importe quel critère, absolument scandaleux. Le 6 janvier de cette année, le *Globe and Mail* a annoncé que les actionnaires pouvaient s'attendre à une manne de la part des grandes sociétés de produits pharmaceutiques, car riches des bénéfices que leur apporte la vente des médicaments, elles allaient rechercher leurs propres actions et envisager une augmentation de dividendes.